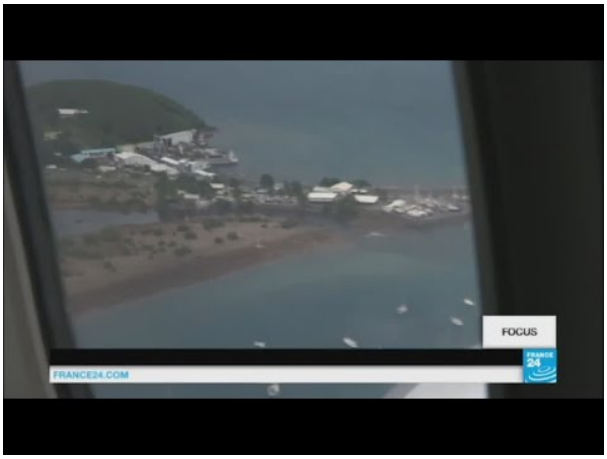
Mayotte : dans le 101e département français, la moitié des habitants sont de nationalité étrangère

22/10/2019 à 22h38



[…] L'attrait pour cette île remonte à son maintien discuté dans la France par référendum en 1974, quand dans le même temps les trois autres îles de l'archipel des Comores, auquel appartenait Mayotte, Mohéli, Anjouan et la Grande-Comore, ont obtenu leur indépendance. Mayotte devient alors un Eldorado de la région et attire rapidement des milliers de Comoriens et d'Africains. L'île – française depuis 2011 – est un point de chute pour des habitants de l'Union des Comores, classée par la Banque mondiale au 23e rang des nations les plus pauvres du monde en 2018. […] Les parlementaires expliquent que la population immigrée clandestine vivant à Mayotte "*pourrait s'élever entre 50.000 et 60.000 personnes […] soit environ un tiers de la population officielle de Mayotte*".

Une situation qui génère des tensions avec les Mahorais, qui tiennent les immigrés clandestins pour principaux responsables de l'insécurité sur l'île et dénoncent l'impuissance des pouvoirs publics, […] Poussée à son paroxysme, cette défiance vis-à-vis des étrangers à Mayotte a poussé des habitants à se réunir en "collectif" pour expulser des étrangers de leur village, qu'ils soient en situation régulière ou non, des

actions condamnées par l’association Cimade en 2016. […]

L’une de ces mesures est la limitation du droit du sol à Mayotte, qui est entrée en vigueur depuis le mois de mars. Cette disposition, votée dans le cadre du controversé projet de loi asile-immigration, modifie les contributions d’attribution de la nationalité française : là où un enfant né sur le territoire français d’un parent étranger est en principe français de naissance, un enfant né à Mayotte aura maintenant la nationalité si un de ses parents était en situation régulière trois mois avant sa naissance. Cette disposition a suscité remous chez des parlementaires de gauche mais aussi au sein de La République en marche. […] L’objectif est de reconduire à la frontière 25.000 personnes d’ici la fin de l’année, contre 15.000 en 2018. Vingt-deux mille l’ont été pour le moment, selon l’Élysée, qui assume une politique de “fermeté” vis-à-vis de l’immigration clandestine. […]

France24